



Face aux attaques annoncées, mobilisons-nous !

jeudi 1er juin 2017, par [Bariaud](#)



Le 7 mai dernier, Emmanuel Macron, riche ex-employé de la banque Rothschild, ex-ministre de l'économie de F. Hollande, a été élu Président de la République avec officiellement 66% des voix contre 34% pour le FN. Pourtant, si on compte toutes celles et tous ceux qui se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul, il n'a été élu qu'avec 43.6% des inscrit.es. De plus, quand on sait que 50% de celles et ceux qui ont voté Macron l'ont fait en barrage à l'extrême droite, on est bien loin d'un vote d'adhésion à son projet !

Malgré cela E. Macron a clairement annoncé ses objectifs de politique ultralibérale et ses intentions de contourner la démocratie parlementaire en procédant par ordonnances dès cet été. Ainsi, le gouvernement mis en place avec des ministres venus de la droite, du parti socialiste, des entreprises privées, de la haute administration donne le ton. Un point commun : leur adhésion totale aux principes du libéralisme et de la concurrence libre et non faussée. Ils vont poursuivre et accentuer une politique menée par les gouvernements précédents qui creuse les inégalités et met à mal notre modèle social issu des

conquêtes sociales de l'après-guerre, cette politique qu'a combattue par la CGT dans l'unité avec d'autres organisations syndicales.

Au programme : destruction du code du travail (inversion de la hiérarchie des normes dans tous les domaines, fin définitive de la médecine du travail, plafonnement des indemnités prud'homales, etc.), liquidation de la protection sociale (sécurité sociale, retraites, assurance chômage) avec l'augmentation de la CSG pour compenser la suppression des cotisations sociales, réduction du nombre de fonctionnaires et mise en cause du statut de la Fonction Publique. Mais aussi transformation du CICE en allègement pérenne des cotisations (salaire socialisé des salarié.es) pour toutes les entreprises, baisse de l'impôt sur les sociétés à 25%, etc.

Dans les champs de de la formation, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'éducation, de l'animation, de la culture, le programme, parfois assez imprécis quant aux chiffres et aux financements, est construit sur les mêmes principes que le reste. Il cache difficilement la casse des statuts, l'autonomie des chef.fes et directeur.trices d'établissements, le renforcement de la régionalisation, l'injonction de rentabilité, la remise en cause de la voie professionnelle sous statut scolaire.

Comme la CGT l'a affirmé avant l'élection présidentielle, elle se prononce encore et toujours contre cette société libérale qui creuse les inégalités et pour le progrès social. Cela implique qu'il y ait des élu.es qui puissent porter les exigences sociales des salarié.es. La CGT n'a pas de candidat.e aux élections législatives, chacun.e est à même de faire un choix conforme à ses intérêts et aux valeurs de fraternité et de solidarité de la CGT.

Ceci dit, et quels que soient les résultats des élections, il n'y a pas d'autres solutions pour les salarié.es, retraité.es et privé.es d'emploi que de se mobiliser dans l'unité pour contrer les projets du capital portés par E. Macron et exiger une autre répartition des richesses créées par le travail pour répondre à leurs besoins et revendications. La FERC CGT appelle l'ensemble des salarié.es à discuter des revendications et des modalités de la construction du « tous ensemble Public / Privé » pour gagner sur nos revendications.

Dans le contexte actuel, la FERC CGT appelle les salarié.es et retraité.es de ses champs à participer aux mobilisations qui auront cours dans les semaines à venir partout en territoire, à amplifier les luttes dans les secteurs où elles sont déjà engagées pour exiger un autre projet de société, porteur d'émancipation pour toutes et tous.

Montreuil, le 1er juin 2017